

Entretien avec Trygve Bratteli dans Der Spiegel (19 juillet 1971)

Légende: Le 19 juillet 1971, dans un entretien accordé à l'hebdomadaire allemand Der Spiegel, Trygve Bratteli, Premier ministre norvégien, énumère les pierres d'achoppement qui jalonnent les négociations diplomatiques pour l'adhésion de la Norvège au Marché commun européen.

Source: Der Spiegel. Das Deutsche Nachrichten-Magazin. Hrsg. Augstein, Rudolf ; R Herausgeber Engel K., Johannes; Gaus, Günter. 19.07.1971, Nr. 30; 25. Jg. Hamburg: Spiegel Verlag Rudolf Augstein KG. "Gespräch mit Trygve Bratteli", p. 66-67.

Copyright: (c) Traduction CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.
Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:

http://www.cvce.eu/obj/entretien_avec_trygve_bratteli_dans_der_spiegel_19_juillet_1971-fr-8foe098f-d8a7-4b4f-b049-65460b2bad8e.html



Date de dernière mise à jour: 13/02/2017

Entretien avec Trygve Bratteli

SPIEGEL: Monsieur le Premier ministre, les pêcheurs norvégiens craignent pour leur existence. Ils ne veulent pas que la concurrence de la CEE s'installe le long de leurs côtes et ils exigent qu'en cas d'adhésion de la Norvège à la CEE, leurs collègues-pêcheurs européens ne soient pas autorisés à pêcher dans leurs eaux territoriales, à l'intérieur de la limite de douze milles. Votre gouvernement a fait sienne cette revendication. L'adhésion de la Norvège à la CEE est-elle mise en péril par ses 37 000 pêcheurs?

BRATTELI: Je ne le pense pas. Les six États membres de la CEE font preuve d'une grande compréhension à l'égard des problèmes spécifiques des pêcheurs norvégiens et des hommes qui doivent gagner leur vie le long des côtes norvégiennes.

SPIEGEL: Que se passera-t-il si à Bruxelles on ne se montre pas aussi compréhensif que prévu vis-à-vis des difficultés de vos pêcheurs? La Norvège restera-t-elle en-dehors de la CEE?

BRATTELI: Sans une réglementation satisfaisante concernant les limites de notre zone de pêche, il serait politiquement impossible d'obtenir l'accord de la Norvège pour son adhésion à la CEE. Comme vous le savez, nous organiserons un référendum à ce sujet.

SPIEGEL: Vous exigez que Bruxelles vous accorde une exception à la réglementation de la CEE qui autorise tous les pêcheurs de la CEE à pêcher dans les eaux des pays membres. Cette exception porterait préjudice aux pêcheurs allemands, français ou néerlandais.

BRATTELI: Non. Selon notre proposition, ils auraient la possibilité de s'établir en Norvège et dès lors de pêcher dans nos eaux.

SPIEGEL: Mais cela est très théorique. En principe, vous demandez tout de même une dérogation, selon laquelle votre bande côtière de douze milles resterait norvégienne et ne deviendrait pas une frontière de la CEE.

BRATTELI: Nous ne l'avons pas proposé comme une clause d'exception, nous accepterions que d'autres pays pêcheurs procèdent de la même façon. Nous voulons trouver des solutions permettant d'exclure toute discrimination des autres nations.

SPIEGEL: L'Angleterre a demandé et obtenu une dérogation pour ses fournisseurs néo-zélandais de beurre; la Norvège veut une réserve côtière pour ses pêcheurs et des dérogations pour ses agriculteurs. La CEE ne s'éloigne-t-elle pas de son objectif d'intégration avec ce genre de concessions?

BRATTELI: Chaque pays possède des conditions climatiques ou sociales particulières. C'est pourquoi la Communauté accorde déjà maintenant un intérêt tout particulier à la politique régionale. L'élargissement de la CEE compliquera sans doute encore plus ces problèmes régionaux...

SPIEGEL: ...et il sera encore plus difficile de prendre des décisions communautaires que dans l'actuelle petite Europe des Six. Ne faudra-t-il pas alors donner raison à ces sceptiques qui ont fait des mises en garde contre un élargissement de la CEE, parce que le rythme déjà lent de l'intégration sera encore ralenti davantage?

BRATTELI: Je suis sûr que les quatre pays dont l'adhésion à la CEE est actuellement au centre des préoccupations, sont tout autant intéressés par la puissance et par le développement de la Communauté que le sont les membres actuels.

SPIEGEL: Nous n'en sommes pas si sûrs. Car, contrairement aux six pays qui ont fondé la CEE en 1957, les quatre candidats à la CEE sont bien plus influencés par les considérations économiques actuelles que par l'objectif politique lointain d'une Europe unie. Par exemple, la Norvège veut entrer dans la CEE, afin de pouvoir suivre les Britanniques derrière les murs douaniers sûrs de la CEE – et non pas parce qu'elle aspire

à une Europe politiquement unie.

BRATTELI: Je ne peux répondre à cela qu'en vous donnant mon avis personnel. Le développement de l'Europe occidentale m'a toujours touché par ses aspects politiques généraux, et je vois dans l'unification économique surtout le fondement d'une intégration politique. L'adhésion anglaise à la CEE serait à mes yeux, pour des raisons politiques, un grand avantage pour l'avenir de l'Europe.

SPIEGEL: Si l'adhésion de l'Angleterre à la CEE devait échouer à cause du vote de la Chambre des Communes, la Norvège resterait-elle aussi en-dehors de la CEE?

BRATTELI: Le plus naturel serait alors pour nous de rester dans l'AELE.

SPIEGEL: Vous prendriez donc cette décision exclusivement suivant des aspects économiques?

BRATTELI: Essentiellement, oui, car les relations économiques entre la Grande-Bretagne et la Norvège se sont développées dans beaucoup de secteurs de façon tout à fait satisfaisante.

SPIEGEL: Les sondages d'opinion montrent que seulement un tiers des Norvégiens voteraient pour l'adhésion à la CEE et que plus de 30 pourcent sont encore indécis. Qu'allez-vous entreprendre pour rallier une majorité à l'adhésion à la CEE lors du référendum qui aura lieu après la clôture de vos négociations à Bruxelles?

BRATTELI: Nous devons tout d'abord présenter à la population toutes les facettes du problème, afin que les gens puissent comprendre de quoi il s'agit. Si les négociations débouchent sur un résultat acceptable, nous nous battons avec des moyens politiques pour obtenir une approbation.

SPIEGEL: Et vous pensez que la majorité votera alors en faveur de l'adhésion?

BRATTELI: En politique, il faut toujours partir du principe que son propre peuple se compose de personnes raisonnables et sensées et qu'il approuvera un bon résultat.

SPIEGEL: Jusqu'ici, le débat sur l'adhésion à la CEE a été mené en Norvège de façon bien plus émotionnelle que rationnelle. Ainsi, les opposants à l'adhésion effraient les protestants norvégiens très pieux avec l'idée qu'ils seront soumis à l'autorité du Pape en cas d'adhésion à la CEE.

BRATTELI: Il est vrai qu'il existe certains mouvements clandestins de quelques cercles religieux. Mais ces groupements ne jouent pas un grand rôle, même si j'admets que leurs arguments impressionnent certaines couches de la population.

SPIEGEL: Et non moins irrationnelle est la crainte, attisée par les opposants à l'adhésion, que la Norvège ne perde son indépendance nationale, acquise en 1905 seulement, au profit d'une clique de technocrates à Bruxelles.

BRATTELI: Ce scepticisme à l'égard de la CEE n'est sûrement pas plus fort ici qu'il ne l'est au Danemark ou en Suède. La mentalité des Norvégiens est très complexe. Ils sont en grande partie tournés vers l'extérieur, car notre économie fonctionne à 40% grâce au commerce extérieur. Mais il existe aussi une attitude contraire. Elle dégénère en crainte, si la population sent que les changements qui interviennent en Europe vont modifier des caractéristiques fondamentales de notre pays.

SPIEGEL: Ces opposants à la CEE éprouvent-ils aussi du ressentiment pour les Allemands?

BRATTELI: Je ne pense pas.

SPIEGEL: Il est sans doute peu encourageant pour vous de constater que presque toutes les organisations politiques de jeunesse en Norvège votent contre l'adhésion à la CEE. Comment vous expliquez-vous cela?

BRATTELI: Il s'agit là de courants émotionnels très difficiles à expliquer. De nombreux jeunes voient dans la CEE un monstre capitaliste indomptable. Et ils craignent qu'en cas d'adhésion à la CEE, la Norvège ne perde la possibilité de résoudre les multiples problèmes liés à la protection de l'environnement.

SPIEGEL: Monsieur le Premier ministre, votre prédécesseur conservateur, M. Borten, a échoué face aux controverses sur la CEE dans son gouvernement de coalition. Le chef de gouvernement socio-démocrate Bratteli présentera-t-il sa démission si les Norvégiens se prononcent contre sa politique à l'égard de la CEE?

BRATTELI: Vous comprendrez que je ne veux pas faire dépendre mon existence politique de considérations hypothétiques. Je ne prends position sur des situations que lorsqu'elles se sont produites.

SPIEGEL: Monsieur le Premier ministre, nous vous remercions de nous avoir accordé cet entretien.